REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

DECISION N° 053-2023/ARCOP/CRD DU 11 DECEMBRE 2023 DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN FORMATION LITIGES PRONONÇANT LA SUSPENSION DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (AOI) N° 001/AOI/ANASAP/DG/PRMP/2023 DU 02 NOVEMBRE 2023 RELATIF A LA PRESTATION DE SERVICES COURANTS DE COLLECTE ET DE TRANSPORT DES DÉCHETS SOLIDES URBAINS DES COMMUNES D'AGOE-NYIVE 1, 2, 3, 4, 5, 6 ET GOLFE 7 (LOT N° 2)

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN FORMATION LITIGES,

Vu la loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 relative aux marchés publics ;

Vu la loi n° 2021-034 du 31 décembre 2021 relative aux contrats de partenariat public-privé ;

Vu le décret n° 2015-009/PR du 22 janvier 2015 portant nomination au Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics ;

Vu le décret n° 2022-063/PR du 11 mai 2022 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

Vu le décret n° 2022-065/PR du 11 mai 2022 portant modalités de mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des contrats de partenariat public-privé ;

Vu le décret n° 2022-080/PR du 06 juillet 2022 portant code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2023-054/PR du 28 juillet 2023 portant nomination d'un magistrat au Conseil de régulation de la commande publique de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) ;

Vu l'arrêté n° 013/MEF/CAB/SG du 13 février 2019 portant nomination d'un Directeur général par intérim de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) ;

Vu la décision n° 002/2012/ARMP/CR du 03 janvier 2012 portant règlement intérieur du Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) ;

Vu la décision n° 001/2015/ARMP/CR du 10 février 2015 portant nomination des membres du Comité de règlement des différends (CRD) ;

Vu la décision n° 001/2023/ARCOP/CR du 21 août 2023 modifiant la décision n° 001/2015/ARMP/CR du 10 février 2015 portant nomination des membres du Comité de règlement des différends (CRD) ;

Vu la requête datée du 03 décembre 2023 introduite par la société BAWOUM & Co Sarl-U, et enregistrée le 05 décembre 2023 au secrétariat du Comité de règlement des différends (CRD) sous le numéro 2467 ;

Sur le rapport du Directeur général par intérim de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

En présence de Madame Ayélé DATTI, Président, et de Messieurs Konaté APITA, Abeyeta DJENDA et Dindangue KOMINTE membres dudit Comité ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente décision portant sur la recevabilité du recours ;

Par requête datée du 03 décembre 2023 et enregistrée le 05 décembre 2023 au secrétariat du Comité de règlement des différends (CRD) sous le numéro 2467, la société BAWOUM & Co Sarl-U, ayant son siège social à Lomé, Tél. : (+228) 91 37 54 33 /99 45 03 95 / 22 27 69 58, Email : stebawoum@gmail.com représentée par Monsieur BAWOUM Ewaza, son Gérant, a saisi le Comité de règlement des différends d'un recours en contestation des résultats provisoires de l'appel d'offres international n° 001/AOI/ANASAP/DG/PRMP/2023 du 02 novembre 2023 de l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASAP) relatif à la prestation de services courants de collecte et de transport des déchets solides urbains des communes d'Agoé-Nyivé 1, 2, 3, 4, 5, 6 et Golfe 7.

SUR LA RECEVABILITÉ DU RECOURS

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'alinéa 1er de l'article 35 de la loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 relative aux marchés publics, « tout candidat ou soumissionnaire qui s'estime être injustement écarté des procédures de passation des marchés publics, introduit un recours à l'encontre des procédures et décisions rendues à l'occasion de la procédure de passation qui lui causent préjudice ou lui font grief, devant la personne responsable des marchés publics » ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du dernier alinéa de l'article 37 de la loi précitée, « la personne responsable des marchés publics dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de saisine du requérant pour rendre sa décision de poursuivre ou d'annuler la procédure de passation » ;

Que l'alinéa 1er de l'article 38 de la même loi ajoute que « la décision rendue au titre de l'article 37 de la loi peut faire l'objet d'un recours devant l'autorité de régulation de la commande publique dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de sa notification au requérant. En l'absence de décision rendue par l'autorité contractante dans le délai spécifié au dernier alinéa de l'article 37 de la loi, le requérant peut également saisir l'autorité de régulation de la commande publique » ;

Considérant qu'il ressort des faits que par lettre du 29 novembre 2023, notifiée le même jour, la Personne responsable des marchés publics de l'ANASAP a informé l'ensemble des soumissionnaires y compris la société BAWOUM & Co Sarl-U des résultats provisoires de l''appel d'offres international sus-indiqué et corrélativement du rejet de ses offres pour les lots n° 1, n° 2 et n° 5 auxquels il a soumissionné ;

Considérant que par lettre datée du 30 novembre 2023, reçue le même jour par la personne responsable des marchés publics de l'autorité contractante, la société BAWOUM & Co Sarl-U a contesté spécifiquement le rejet de son offre pour le n° 2 par un recours gracieux ;

Que n'ayant pas reçu de réponse, la société BAWOUM & Co Sarl-U a, par lettre datée du 03 décembre 2023, saisi le Comité de règlement des différends pour contester les résultats provisoires de l'appel d'offres international sus-indiqué ;

Considérant que pour saisir le Comité de règlement des différends, la requérante dispose d'un délai maximum de trois (3) jours ouvrables à compter de la date de notification de la décision de la Personne responsable des marchés publics faisant grief ou en l'absence de réponse, de la date d'expiration du délai dans lequel celle-ci aurait dû lui répondre ; que ce délai commence à courir à compter du 08 décembre 2023 à 00 heure, pour expirer le 12 décembre 2023 à 23 heures 59 minutes ;

Considérant que le recours de la société BAWOUM & Co Sarl-U daté du 03 décembre 2023, est enregistré le 05 décembre de la même année au secrétariat du CRD ; qu'en ayant ainsi introduit son recours avant l'expiration du délai prévu à l'article 38 de la loi susvisée, ladite société a agi dans le délai prescrit ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer recevable le recours de la société BAWOUM & Co Sarl-U et d'ordonner la suspension de l'appel d'offres sus-indiqué jusqu'au prononcé de la décision au fond.

DECIDE :

1- Déclare recevable le recours de la société BAWOUM & Co Sarl-U ;

2- Ordonne la suspension de la procédure de passation afférente au lot n° 2 de l'appel d'offres international n° 001/AOI/ANASAP/DG/PRMP/2023 du 02 novembre 2023 jusqu'au prononcé de la décision du comité de règlement des différends au fond ;

3- Dit que la présente décision est immédiatement exécutoire nonobstant toutes voies de recours ;

4- Dit que le Directeur général par intérim de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) est chargé de notifier à la société BAWOUM & Co Sarl-U, à l'Agence nationale d'assainissement et de la salubrité publique (ANASAP) ainsi qu'à la Direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP), la présente décision qui sera publiée.

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD)

LE PRESIDENT

Madame Ayélé DATTI

LES MEMBRES

Konaté APITA

Abeyete DJENDA

Dindangue KOMINTE